



Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets

À publier immédiatement

COMMUNIQUÉ

La Ville de Montréal va à l'encontre des recommandations de sa commission de l'environnement au sujet de la collecte sélective

Montréal, le 31 octobre 2006 - Lors de l'assemblée ordinaire du conseil municipal de la Ville de Montréal du 30 octobre 2006, la Commission permanente sur le transport, la gestion des infrastructures et l'environnement a déposé un rapport sur les modes de collecte sélective. À ce propos, le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED), qui regroupe 68 associations environnementales et citoyennes à travers la province dont 23 dans la région montréalaise, déplore que le comité exécutif ait déjà contredit les recommandations de ce rapport en envisageant de recourir aux sacs de plastique pour la collecte sélective au sein de neuf arrondissements au lieu des bacs réutilisables tel que le révélait un article de *La Presse* du 15 octobre 2006.

La Commission n'avait pas retenu l'option des sacs de plastique pour la collecte sélective, ce que ne semble pas partager le comité exécutif en voulant octroyer des contrats à cet égard, puisque celle-ci ne répond pas à l'objectif du Plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise adopté le 20 avril 2005 consistant à implanter des mesures de réduction et de récupération des matières résiduelles.

Sur ce point, le FCQGED avait fait la recommandation lors des consultations publiques de la Commission de proscrire les sacs de plastique pour la collecte sélective étant donné que cette méthode va à l'encontre de la hiérarchie des 3R (réduction, réutilisation, recyclage). En effet, l'usage des sacs de plastique accroît la quantité totale de résidus générés à chaque semaine contrairement aux bacs de récupération qui possèdent une durée de vie moyenne de dix ans. De plus, selon les données de RECYC-QUÉBEC, la quantité moyenne récupérée avec les sacs de plastique, de 100,0 kg/foyer/an, s'avère largement inférieure aux autres méthodes puisque les bacs de 64 litres ou moins permettent de récupérer 130,5 kg/foyer/an et les bacs roulants permettent d'en récupérer 164,6 kg/foyer/an.

...2

Avec un taux de récupération de 34 % à l'intérieur du territoire montréalais, le Front commun s'explique mal la volonté exprimée par l'administration Tremblay de privilégier le sac de plastique au détriment de bacs plus volumineux qui donnent des résultats positifs en matière de recyclage tel que le démontre l'implantation de bacs roulants dans plusieurs municipalités québécoises. « Il s'avère plutôt incompréhensible de constater que le comité exécutif veuille utiliser les sacs de plastique pour la collecte sélective considérant d'une part que sa propre commission favorise le contraire et d'autre part que la quantité de matières récupérées a diminué de 20 % dans l'arrondissement Rosemont-La Petite Patrie lors d'un projet-pilote visant à remplacer les bacs par des sacs », a déclaré le directeur général du FCQGED, M. Robert Ménard. De surcroît, les arrondissements de Montréal-Nord et de Verdun qui utilisent les sacs de plastique pour la collecte sélective ont des taux de récupération de seulement 14 % et 27 % respectivement.

Compte tenu de ce qui précède, le FCQGED, dont le représentant n'a pu intervenir lors de la séance publique du 30 octobre parce que la période de questions des citoyens s'est terminée avant que la liste des interventions ne soit complétée, invite le comité exécutif à se conformer aux recommandations émises par la Commission en proscrivant l'utilisation des sacs de plastique pour la collecte sélective afin d'utiliser plutôt les bacs roulants où le bâti urbain le permet et les bacs de 64 litres dans les autres situations. « La Ville de Montréal était un des partenaires de la Semaine québécoise de réduction des déchets, il faudrait donc qu'elle soit conséquente avec le principe de réduction dans l'octroi de contrats plutôt que d'augmenter la quantité de plastiques utilisés », a conclu M. Ménard à ce sujet.

Dans un autre ordre d'idées, le Front commun se dit favorable aux autres recommandations de la Commission dont celle d'établir une réglementation uniforme applicable à l'ensemble du territoire montréalais qui rendrait illégale la présence de matières recyclables dans les déchets tout en comptant sur un nombre suffisant d'inspecteurs dans les arrondissements pour l'appliquer auprès des citoyens. Le FCQGED encourage aussi la Ville de Montréal à aller de l'avant avec la proposition du rapport d'assujettir le secteur des industries, des commerces et des institutions à cette réglementation tout comme celle visant à obliger les propriétaires des immeubles de neuf logements et plus à fournir les services de collecte des matières recyclables à leurs locataires. En somme, ces recommandations vont dans le sens des avis formulés dans le mémoire qu'avait présenté l'association écologiste lors des consultations publiques.

En terminant, le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets appuie également la recommandation de la commission municipale à l'effet d'implanter dans tous les arrondissements la collecte des matières putrescibles pour le compostage, alors que peu d'efforts ont été fait dans cette optique jusqu'à présent, et celle enjoignant la Ville de Montréal à adresser une demande au Gouvernement du Québec afin qu'il élargisse la consigne à toutes les bouteilles de verre et de plastique.

- 30 -

Source : M. Robert Ménard, directeur général
(514) 396-2686
info@fcqged.org